

La peur de l'inflation... le truc de Bruno Le Maire pour justifier les coupes dans les dépenses sociales



Article rédigé par Marianne, le 01 octobre 2023

Source [Marianne] : Le ministre de l'économie dramatise l'angoisse que suscite l'inflation pour justifier la réduction de certaines dépenses sociales. En réalité, la France est piégée par la hausse des taux de la BCE et la structure de sa dette.

Le mercredi 27 septembre, le ministre de l'Économie Bruno le Maire a présenté longuement, avec le ministre du budget Thomas Cazenave, le projet de loi de finances 2024 (PLF 2024) et celui de Programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP, un texte non contraignant mais réclamé par Bruxelles). Sur ses deux projets de loi, l'exécutif faute de consensus politique — une partie de la droite pathétiquement veut mettre « *l'État au pain sec* », la gauche refuse de nouvelles coupes dans les dépenses sociales —, est prêt à passer en force : en imposant de nouveaux 49.3 aux députés (Elisabeth Borne ayant déjà déclenché l'article pour le second dans la nuit de mercredi à ce jeudi 28 septembre).

EN 2024 BERCY ANTICIPE POURTANT UN REBOND DU POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS

Pour convaincre les Français de la justesse de ses comptes, Bruno Le Maire a donc choisi de dramatiser sur cette inflation qui « *coûte cher à l'État* » : En 2023, elle s'est élevée 4,9 % (5,6 % en moyenne dans l'Union Européenne), « *La crise inflationniste qui frappe tous les pays développés est la plus grave depuis les années soixante-dix : c'est une source d'anxiété majeure pour des millions de nos compatriotes. Elle les inquiète. Elle les angoisse pour certains... C'est notre combat depuis plusieurs mois et nous marquons des points depuis plusieurs semaines : l'inflation reflue. Nous devons poursuivre sans relâche ce combat contre la hausse des prix.* » a-t-il martelé. Dans le même temps cependant, on relevait dans les documents transmis par son ministère, que Bercy malgré cette maudite inflation, anticipait en 2024 un rebond du pouvoir d'achat des actifs lié à la revalorisation des salaires. Ce qui signifie aussi que les ménages endettés, verront également le poids relatif de leurs crédits s'alléger...

[Lire la suite](#)

01/10/2023 01:00